0 7 05. 1973

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 2 avril 1973, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes", a donné le 9 avril 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e april 1973 door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erediensten", heeft de 9e april 1973 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A.

Le projet a pour objet de remplacer, par un ensemble de dispositions nouvelles, les dispositions relatives aux traitements de plusieurs catégories de titulaires de fonctions publiques : 1° les magistrats de l'Ordre judiciaire, les greffiers des cours et tribunaux et les secrétaires des parquets (chapitre 1er) ; 2° les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (chapitre II); 3° le personnel enseignant des institutions universitaires de l'Etat (chapitre III). On sait que la Constitution (article 102) ou la loi réserve au législateur le pouvoir de déterminer ces traitements.

Le projet a également pour objet, en son chapitre IV, de remplacer complètement la loi du 31 juillet 1963 fixant les traitements des ministres des cultes catholique, protestant-évangélique, anglican et israélite.

.../...

Eu égard au délai très bref dans lequel l'avis a été demandé, le Conseil d'Etat n'a pu faire un examen détaillé des articles du projet.

L'exposé des motifs est très laconique. Il est souhaitable que le Gouvernement le complète en expliquant davantage la teneur des principales mesures prévues par le projet et les raisons pour lesquelles il propose au législateur de les adopter. Dans son avis, le Conseil d'Etat s'est efforcé de faire apparaître d'une manière plus précise la portée de plusieurs dispositions particulièrement importantes.

B.

Le projet tend, à titre principal, à opérer, avec effet au 1er avril 1972, une "revalorisation" des traitements auxquels il a trait. Comme l'exposé des motifs l'indique, cette mesure est liée à la revalorisation générale des traitements prévue par "la convention collective relative à la programmation sociale dans la fonction publique pour les années 1972-1973".

La convention collective indiquée n'a pas été publiée officiellement. L'exposé des motifs du projet n'en fait pas une analyse, même succincte. Il se borne à signaler que "Pour les administrations de l'Etat, la revalorisation a dû s'effectuer entre deux limites : 120.000 frs. et 900.000 frs., qui constituent le minimum du traitement le plus bas accordé à 18 ans et le maximum du traitement le plus élevé, celui du secrétaire général d'un ministère". Il serait utile que le Gouvernement

.../...

fournisse des renseignements complémentaires sur l'ensemble de cette convention. Pour prévenir des confusions, il faut signaler que la convention collective porte, en outre, que la rétribution mensuelle nette de l'agent ayant atteint l'âge de 21 ans n'est jamais inférieure à 10.000 frs. pour des prestations complètes : pour cet agent, la somme de 120.000 frs. constitue donc une rétribution annuelle nette alors que, pour le secrétaire général d'un ministère ayant obtenu le maximum des augmentations d'ancienneté, la somme de 900.000 frs. constitue un traitement brut, auquel doivent être appliquées des retenues pour la pension, pour l'assurance maladie-invalidité et pour l'impôt (1).

Selon l'exposé des motifs, le projet "a prévu pour les rémunérations les plus élevées fixées par la loi des coefficients de revalorisation très voisins de ceux qui ont été attribués aux fonctionnaires généraux. Les équivalences existantes n'ont, sous réserve d'adaptations très mineures, pas été revues".

.../...

---

(1) Ces trois retenues sont, pour un fonctionnaire sans charge de famille, , respectivement de 58.500, 5.892 et 257.118 francs ; elles s'élèvent au total à 321.510 francs. Le traitement net est donc égal à la différence entre 900.000 francs et 321.510 francs, soit 578.490 francs. Le rapport entre 120.000 francs et 578.490 francs s'établit à 4,82. Le rapport serait inférieur s'il était tenu compte, d'une part, du pécule de vacances fixé à un montant uniforme et, d'autre part, des centimes additionnels communaux.

Il y a lieu d'observer que les traitements des agents des services publics et, notamment, les traitements des fonctionnaires généraux des ministères, n'ont pas encore été fixés par les dispositions réglementaires requises à cet effet.

En ce qui concerne les traitements auxquels le projet est relatif, il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'émettre des observations au sujet des montants qu'il tend à établir. Mais ayant notamment dans ses missions, celle d'aider le législateur à discerner la portée exacte des projets qui lui sont soumis, le Conseil d'Etat doit relever que, si dans la plupart des cas, les coefficients de revalorisation se situent entre 13 et 15 p.c., des coefficients sensiblement différents ont été appliqués aux traitements ou aux indemnités de certaines fonctions. Il en résulte des modifications des rapports existant, quant au niveau de leurs rémunérations, entre ces dernières fonctions et les autres. L'exposé des motifs ne fournit aucune explication à ce sujet.

C.

En ce qui concerne la liaison des traitements aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation, le projet soulève trois questions.

.../...

I. Les articles 4 et 19 du projet remplacent par des dispositions nouvelles l'article 362 du Code judiciaire et l'article 4 de la loi du 5 avril 1955 qui lient aux fluctuations de l'index respectivement les traitements, suppléments de traitement et majorations d'ancienneté des magistrats de l'Ordre judiciaire et les traitements, indemnités et majorations d'ancienneté des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Le projet laisse inchangé l'article 44 de la loi du 28 avril 1953 qui est relative au personnel enseignant des universités de l'Etat, et il introduit, par lesdits articles 4 et 19, des dispositions nouvelles inspirées de cet article 44.

Les dispositions nouvelles lient les traitements, suppléments de traitement, majorations d'ancienneté et indemnités "au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'Etat en activité de service". Selon l'exposé des motifs, "il a paru utile de ne plus reprendre les textes relatifs à la liaison des traitements à l'index, mais de faire référence en cette matière à la situation des agents de l'Etat pour éviter, à l'avenir, de devoir modifier ces articles à chaque changement du régime de l'index". Il est exact qu'on peut concevoir des dispositions rédigées en termes suffisamment généraux pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y insérer une référence expresse à la loi organisant la liaison des traitements à l'index.

.../...

Aux termes de l'article 1er, 1, de la loi du 2 août 1971, les dispositions de cette loi "sont applicables : 1. aux traitements ... dans la mesure où ces dépenses sont liées, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume ou de l'indice général des prix à la consommation". Il est donc inutile de recourir, dans les nouvelles dispositions introduites par les articles 4 et 19 du projet, au procédé d'un renvoi indirect et de faire mention du "régime de mobilité applicable aux agents de l'Etat en activité de service". Il serait plus logique et plus simple d'employer à l'article 362 nouveau du Code judiciaire la formule suivante :

"Article 362.- Les traitements, les suppléments de traitement et majorations d'ancienneté des magistrats sont liés aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation". La même formule devrait être employée pour l'article 4 nouveau de la loi du 5 avril 1955 déjà citée (article 19 du projet).

Il conviendrait de compléter le projet par une disposition introduisant la même formule dans l'article 44 de la loi du 28 avril 1953, citée plus haut.

Enfin, le projet devrait être complété par une disposition établissant une liaison des traitements des

.../...

ministres des cultes à l'index. Une disposition ayant cet objet constitue l'article 7 de la loi du 31 juillet 1963 fixant les traitements des ministres des cultes catholique, protestant-évangélique, anglican et israélite. Mais l'article 32, 5°, du projet abroge, en son entier, cette loi du 31 juillet 1963.

II. L'article 3, § 1er, de la loi du 2 août 1971 rattache à l'indice-pivot qu'il indique les dépenses de traitement "telles qu'elles étaient établies au 1er janvier 1971 sur base de la réglementation qui leur était applicable à cette date". En cas de modification des traitements, il faut, aux termes de l'article 5 de la loi, un arrêté royal délibéré en conseil des ministres pour rattacher ces traitements "tels qu'ils sont établis à une date déterminée à l'indice-pivot y applicable à la même date".

Par conséquent, le jour où la loi en projet entrera en vigueur, les nouveaux traitements fixés par cette loi ne seront adaptés aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation selon le système organisé par la loi du 2 août 1971, qu'à la condition qu'un arrêté royal ait été pris à cet effet conformément à l'article 5 de cette dernière loi.

Selon les explications données au Conseil d'Etat par les fonctionnaires délégués, l'arrêté royal qui fixera le nouveau statut pécuniaire du personnel des ministères contiendra une disposition qui permettra de déterminer également, pour l'ensemble des titulaires de

.../...

fonctions publiques visés par le projet, les traitements auxquels devront être appliqués les coefficients d'adaptation à l'indice général des prix à la consommation.

Plutôt que d'abandonner à un arrêté royal la détermination des modalités d'adaptation à l'indice des traitements qu'il fixe, le législateur devrait régler lui-même cette question. Le projet devrait être complété à cet effet.

III. Il se révèle nécessaire de modifier la loi du 2 août 1971 qui organise le régime de liaison des traitements à l'indice général des prix à la consommation.

Au cours des dernières années, se sont succédé trois échelles d'indices des prix : 1) l'indice des prix de détail du Royaume basé sur la moyenne des prix de l'année 1953 ; 2) l'indice des prix à la consommation basé sur la moyenne des prix de 1966 ; 3) l'indice des prix à la consommation basé sur la moyenne des prix de 1971.

La loi du 2 août 1971 (article 3, § 1er) rattache les traitements établis au 1er janvier 1971 à l'indice-pivot 114,20 de l'indice de 1966.

Or, c'est pour le mois de février 1972 que le Ministère des Affaires économiques a publié pour la dernière fois au Moniteur belge un indice mensuel établi

.../...

selon l'indice de 1966. Et c'est simplement un avis du Ministère des affaires économiques (M.B. 31 mars 1972, p. 3869), qui indique comment il faut opérer la conversion d'un indice à l'autre : si l'on s'inspire de cet avis , il y a lieu d'appliquer à l'indice-pivot établi selon l'indice de 1966, le coefficient de conversion de 0,8411 pour obtenir le même indice-pivot au regard de l'échelle indiciaire de 1971.

Il est anormal de laisser subsister des textes qui se réfèrent à l'indice de 1966, lequel n'est plus publié au Moniteur belge, et de ne pas consacrer par une disposition légale le coefficient de conversion entre l'indice de 1966 et le nouvel indice de 1971.

Pour tenir compte de la présente observation et de l'observation faite au II, il y aurait lieu de compléter le projet par des dispositions adaptant la loi du 2 août 1971 à l'institution de l'indice de 1971. Ces dispositions auraient pour objet de remplacer, dans les articles 2, 4 et 5 de cette loi l'indice-pivot 114,20 de l'indice de 1966 par l'indice-pivot qui, dans l'indice de 1971, doit y correspondre (2). Elles auraient également pour objet de remplacer l'article 3, § 1er, de ladite loi par une nouvelle disposition, qui pourrait être rédigée comme suit :

"Article 3, § 1er.

Sont rattachées à l'indice-pivot ... (2), de

.../...

(2) Pour déterminer cet indice-pivot, il faut prendre en considération l'indice-pivot du rang 3 prévu par la loi, soit 121,18997 et lui appliquer le coefficient 0,8411 : on aboutit ainsi au chiffre de 101,93.

l'indice général des prix à la consommation ayant pour base la moyenne des prix de 1971, les dépenses, prestations et limites des rémunérations visées à l'article 1er, telles qu'elles étaient établies au 1er avril 1972, sur base de la législation ou de la réglementation produisant ses effets à cette date".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

CHAPITRE Ier. DES REMUNERATIONS DES MAGISTRATS DE L'ORDRE JUDICIAIRE, DES GREFFIERS ET DES SECRETAIRES DE PARQUET.

Article 3 du projet.
(modifiant l'article 360 du Code judiciaire).

L'article 3 du projet remplace l'article 360, alinéa 2, du Code judiciaire par une disposition nouvelle rédigée comme suit : "Par fonctions effectives on entend les fonctions exercées comme magistrat effectif à partir de l'âge de 30 ans ou celles pour lesquelles le magistrat suppléant peut se voir allouer un traitement ou une indemnité". Le projet limite donc aux fonctions exercées à partir de l'âge de trente ans les fonctions exercées comme magistrat effectif qui seront prises en considération pour le calcul des majorations d'ancienneté. Selon

.../...

l'exposé des motifs, "l'on a tenté (ainsi) d'obtenir une égalité entre les membres des magistratures assise et debout". On comprendra la portée de cette considération si l'on se rappelle que pour pouvoir être nommé juge au tribunal de première instance, au tribunal du travail ou au tribunal de commerce, il faut être âgé de 30 ans, alors qu'il suffit d'être âgé de 25 ans pour pouvoir être nommé substitut du procureur du Roi ou substitut de l'auditeur du travail (Code judiciaire, articles 191 et 194). Ainsi donc, la règle nouvelle a pour but d'éviter que le traitement des juges ne soit, compte tenu des majorations d'ancienneté, moins élevé que le traitement de substituts nommés avant l'âge de 30 ans.

Par ailleurs, au point de vue de la correction de la terminologie, il convient de ne pas dénaturer la notion de "fonctions effectives" en prétendant inclure dans cette notion même la limitation dont il s'agit. Il se recommande, dès lors, de rédiger l'article 360, alinéa 2, du Code judiciaire comme suit : "Par fonctions effectives, on entend les fonctions exercées comme magistrat effectif ou celles pour lesquelles le magistrat suppléant peut se voir allouer un traitement ou une indemnité. Toutefois, sont exclusivement prises en considération les fonctions qu'un magistrat effectif a exercées en cette qualité depuis qu'il a atteint l'âge de 30 ans".

.../...

Article 5 du projet.
(modifiant l'article 365, § 2, du même Code).

L'article 365, § 2, du Code judiciaire détermine les règles selon lesquelles entrent en ligne de compte pour le calcul des majorations d'ancienneté des magistrats, certaines activités exercées par ceux-ci avant leur nomination en qualité de magistrat dans une juridiction de l'Ordre judiciaire. Cet article 365, § 2, vient d'être modifié de manière importante par la loi du 7 mars 1973 (Moniteur belge du 28 mars 1973) ; l'article 5 du projet le remplace en son entier.

I. Le projet innove en établissant deux limites : désormais, seront seules prises en considération les activités exercées depuis l'âge de 30 ans ; en outre, les activités prises en considération ne le seront qu'à concurrence d'une durée de neuf ans au maximum. Le projet innove également en soumettant "le temps de l'inscription au barreau" et "l'exercice de la charge de notaire par un docteur en droit" aux mêmes règles que l'exercice d'une fonction publique.

L'article 17 du projet institue le même régime pour le calcul des majorations d'ancienneté du titulaire d'une fonction au Conseil d'Etat en remplaçant l'article 5, § 3, de la loi du 5 avril 1955, modifiée par la loi du 3 juin 1971.

.../...

Selon l'exposé des motifs, par ces règles nouvelles fort différentes des règles actuellement en vigueur, "l'on a cherché à ne pas encourager la candidature de personnes trop âgées".

C'est au législateur qu'il appartient d'apprécier l'opportunité des règles nouvelles en projet. Le Conseil d'Etat croit devoir attirer son attention sur le fait que, pour certains cas, ces règles semblent fort peu en harmonie avec les dispositions fixant les conditions de nomination.

Par exemple, pour pouvoir être nommé conseiller à la Cour de cassation ou avocat général près de cette cour, le candidat doit "avoir en Belgique, et pendant au moins dix ans, suivi le barreau, exercé des fonctions judiciaires ou des fonctions au Conseil d'Etat ou enseigné le droit dans une université" (Code judiciaire, articles 254 et 258). Pour pouvoir être nommé conseiller à la cour d'appel ou à la cour du travail, avocat général près la cour d'appel, avocat général près la cour du travail, substitut du procureur général près la cour d'appel, substitut général près la cour du travail, le candidat doit "avoir en Belgique, et pendant au moins

.../...

cinq ans, suivi le barreau, exercé des fonctions judiciaires ou exercé des fonctions au Conseil d'Etat ou enseigné le droit dans une université" (Code judiciaire, articles 207 et 209). Nul ne peut être nommé "membre du Conseil d'Etat" "s'il n'a, pendant au moins dix ans, suivi le barreau, occupé des emplois d'administration générale ou des fonctions judiciaires ou enseigné le droit dans une université belge" (loi du 23 décembre 1946, article 30 ; lois coordonnées, article 70).

Alors que les règles sur les conditions de nomination permettent le passage d'une institution à une autre en assimilant à l'activité exercée dans une institution déterminée, l'activité exercée dans certaines autres institutions indiquées par la loi, les règles en projet sur le calcul des majorations d'ancienneté vont défavoriser ce passage d'une institution à une autre. Elles rendront notamment difficile la nomination d'un magistrat de l'Ordre judiciaire ou d'un fonctionnaire en qualité de conseiller d'Etat, et réciproquement la nomination d'un titulaire de fonction au Conseil d'Etat à une fonction judiciaire.

.../...

II. Par souci d'exactitude, il conviendrait de rédiger le début de l'article 365, § 2, comme suit : "§ 2. Entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté, à concurrence d'une durée de neuf ans au maximum, les activités suivantes, dans la mesure où elles ont été exercées après l'âge de 30 ans ...".

III. L'article remplace, en son entier, l'article 365, § 2, du Code judiciaire, modifié par la loi du 7 mars 1973. Toutefois, il ne reprend pas certaines règles qui paraissent néanmoins devoir subsister, et notamment les règles contenues dans les alinéas 2, 3 et 4 dudit article 365, § 2.

IV. Tel que le modifie l'article 5 du projet, l'article 365, § 2, du Code judiciaire renvoie, en son d, à l'arrêté royal qui fixera le statut pécuniaire du personnel des ministères, en prévoyant la prise en considération des services qui, selon ce statut pécuniaire, entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté des fonctionnaires du niveau 1. Le respect de l'article 102 de la Constitution serait assuré d'une manière plus complète si le législateur déterminait lui-même tous les services à prendre en considération pour le calcul des majorations d'ancienneté des membres de l'Ordre judiciaire. C'est ce que le législateur a fait dans le texte originel du Code judiciaire et dans la loi du 7 mars 1973.

.../...

V. La disposition est entachée d'une antinomie : il y a une discordance entre le littera b et le littera d. Aux termes du littera b, seul "le temps consacré à l'enseignement du droit dans une université belge" entre en compte ; au contraire, par l'effet du renvoi fait dans le littera d, seront admissibles tous les services effectifs que l'intéressé a accomplis dans un établissement d'enseignement de l'Etat - quel que soit le niveau de l'établissement et quelle que soit la matière enseignée - ou dans un établissement d'enseignement libre subventionné comme titulaire d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes. C'est ce qui résulte des dispositions de l'article 14 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par l'arrêté royal du 26 novembre 1969. Selon les renseignements communiqués par les fonctionnaires délégués, ces dispositions seront reprises dans le nouveau statut pécuniaire en projet. Il y aurait lieu d'éliminer la contradiction qui vient d'être indiquée.

Pour tenir compte des diverses observations qui précèdent, l'article 5 du projet devrait être réexaminé.

Article 9.

(modifiant l'article 371, § 2, du même Code).

I. Quant aux greffiers et en ce qui concerne les activités accomplies avant leur nomination, qui entrent en

.../...

ligne de compte pour le calcul de leurs majorations d'ancienneté, la règle de la double limitation - qui consiste à avoir exclusivement égard aux activités exercées après l'âge de 30 ans et à ne les prendre en considération que pour une durée de neuf ans au maximum - ne vaut que pour les activités indiquées à l'alinéa 1er, a : le temps de l'inscription au barreau ainsi que l'exercice de la charge de notaire par un docteur en droit et le temps consacré à l'enseignement du droit dans une université belge ; en revanche, la règle de cette double limitation ne vaut pas pour les acticités indiquées aux b) et c) du même alinéa : les fonctions exercées au Conseil d'Etat et les fonctions exercées dans les services publics qui sont énumérés.

II. Par souci d'exactitude, il conviendrait de rédiger le début de l'article 371, § 2, a, comme suit : "§ 2. Entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté : a) à concurrence d'une durée de neuf ans au maximum, les activités suivantes dans la mesure où elles ont été exercées après l'âge de 30 ans:...".

Le nouveau texte établi pour l'article 371, § 2, du Code judiciaire comprend cinq alinéas dont le premier et le cinquième sont subdivisés en litteras. La présence de deux séries de litteras au sein d'un même paragraphe en rend la compréhension difficile et complique le jeu des références.

Il est proposé de grouper les alinéas 2 à 5 en un § 3.

.../...

III. Il y a une discordance entre le littera a, seconde partie, et le littera d (voir l'observation V relative à l'article 5 du projet).

IV. Les alinéas 3 à 5 donnent des définitions respectivement des "services de l'Etat", des "services d'Afrique" et des "services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique" (3).

Si ces définitions étaient maintenues dans l'article 365, § 2, du Code judiciaire, on pourrait, grâce à un renvoi à cette disposition, éviter la répétition des textes dont il s'agit.

Article 13 du projet.

(remplaçant l'article 375, § 2, du Code judiciaire).

L'article appelle la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'article 9, sous le IV.

---

(3) Ces définitions sont reprises de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant le statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par l'arrêté du 26 novembre 1969, ainsi que des articles 365, § 2, 371, § 2, et 375, § 2, du Code judiciaire modifiés par la loi du 7 mars 1973.

.../...

Article 15.

L'objet de la disposition serait énoncé de manière plus exacte si elle était rédigée comme suit :

"Article 15.

Par dérogation à l'article 377, § 3, du Code judiciaire, le magistrat, le greffier et le secrétaire de parquet en fonctions le jour de la publication de la présente loi conservent le bénéfice du mode de calcul de l'ancienneté en vigueur à cette date.

Toutefois, la présente loi leur est applicable si le mode de calcul qu'elle institue leur est plus favorable".

CHAPITRE II. - DES REMUNERATIONS DES TITULAIRES D'UNE FONCTION AU CONSEIL D'ETAT.

Article 16.

(modifiant l'article 1er de la loi du 5 avril 1955).

Aucune explication n'est fournie par l'exposé des motifs quant aux deux traitements différents prévus pour les auditeurs et référendaires.

.../...

Au surplus, au point de vue de la forme, il conviendrait d'écrire :

- au § 1er : "... auditeur et référendaire : en fonctions le 31 mars 1972, entrés en fonction après le 31 mars 1972" ;
- au § 3 : "... du concours de recrutement d'auditeurs adjoints, de référendaires adjoints et de greffier de section, clos le 21 mars 1972 ...".

Article 17.

I. Cet article appelle les mêmes observations que l'article 9.

II. On observera que pour les greffiers du Conseil d'Etat, "le temps consacré à l'enseignement du droit dans une université belge" est pris en considération sans limite de durée, alors que pour les membres du Conseil d'Etat, de l'auditorat et du bureau de coordination ainsi que pour les greffiers de l'Ordre judiciaire, l'enseignement du droit ne compte que s'il est pratiqué après 30 ans et à concurrence de neuf ans au maximum.

III. Eu égard à la terminologie adoptée par la loi du 3 juin 1971, il va de soi que le terme "greffier" employé au § 3 de l'article 3 nouveau de la loi du 5 avril 1955 vise uniquement les "greffiers" dont le mode de nomination est réglé par l'article 32, § 1er, de la loi du 23 décembre 1946, modifié par ladite loi du 3 juin 1971 (article 72, § 1er, des lois coordonnées). Par conséquent,

.../...

les règles applicables au calcul des majorations d'ancienneté du greffier en chef et du greffier de section sont celles qui sont énoncées au § 3, alinéa 1er, pour tous les titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, à l'exception des seuls "greffiers".

IV. Par souci d'exactitude, il conviendrait, au début de l'alinéa 1er et au début de l'alinéa 2, d'employer la formule suivante "à concurrence d'une durée de neuf ans au maximum, les activités suivantes, dans la mesure où elles ont été exercées après l'âge de 30 ans : ...".

V. L'article 17, B, du projet remplace, en son entier, l'article 3, § 3, de la loi du 5 avril 1955 modifié par la loi du 3 juin 1971. Toutefois, il ne reprend pas la règle contenue à l'article 3, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 avril 1955, laquelle paraît néanmoins devoir subsister.

VI. Tel que le modifie l'article 17 du projet, l'article 5, § 3, de la loi du 5 avril 1955 renvoie, pour la prise en considération de certains services, à l'arrêté royal qui fixera le statut pécuniaire du personnel des ministères. Le législateur s'est réservé le pouvoir de fixer les traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat ; il est, dès lors, logique qu'il détermine lui-même tous les services à prendre en considération pour le calcul des majorations d'ancienneté. C'est ce que le législateur a fait par la loi du 5 avril 1955 et par les lois modificatives des 9 juillet 1969 et 3 juin 1971.

.../...

VII. Au § 3, alinéa 1er nouveau, de l'article 2 de la loi du 5 avril 1955, il y a une discordance entre le littera b et le littera d ; à l'alinéa 2 de la même disposition, il y a également une discordance entre le littera b et le littera d (Voir l'observation V faite au sujet de l'article 5).

Article 18.

Cet article soulève la même observation que l'article 15.

CHAPITRE IV. - DES REMUNERATIONS DES MINISTRES DES CULTES CATHOLIQUE, PROTESTANT-EVANGELIQUE, ANGLICAN ET ISRAELITE.

Ainsi qu'il a déjà été dit, ce chapitre devrait être complété par une disposition analogue à l'article 7 de la loi du 31 juillet 1963 qui maintiendrait la liaison des traitements et allocations aux fluctuations de l'index.

.../...

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 32, 4°.

L'article 32, 4°, du projet abroge les articles 48 et 49 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat. Ces articles ont été modifiés par les lois des 6 juillet 1964 et 9 avril 1965.

Aux termes de l'article 48, alinéa 1er, "les membres du personnel enseignant et du personnel scientifique, à condition qu'ils aient participé personnellement aux examens organisés au cours de l'année académique, reçoivent une allocation dont le montant est fixé au prorata du nombre d'étudiants inscrits au cours". L'alinéa 2 ajoute : " A cet effet, une somme calculée sur la base de 1.000 francs par étudiant inscrit au cours de l'année académique précédant l'exercice budgétaire est prévue chaque année au budget. Cette somme est versée au patrimoine de l'université ou du centre universitaire, et répartie selon des règles déterminées par la commission administrative du patrimoine". Enfin, l'alinéa 3 fixe à 60.000 francs au maximum le total des allocations d'un interrogateur pour une année académique entière. L'article 49 octroie des allocations dont il détermine le montant aux membres du jury chargés effectivement de l'examen de mémoires ou de dissertations.

L'exposé des motifs ne fournit aucune explication au sujet des motifs de l'abrogation desdits articles. Selon les renseignements communiqués par les fonctionnaires délégués,

.../...

il s'agit d'une mesure décidée à la suite de l'établissement de nouvelles règles pour le financement et le contrôle des institutions universitaires par la loi du 27 juillet 1971.

Si l'intention du Gouvernement se bornait à proposer la suppression de la subvention accordée à l'université ou au centre universitaire, il suffirait de modifier l'article 48, alinéa 2, de la loi du 28 avril 1953.

Si l'intention du Gouvernement était plus largement d'instituer un régime nouveau en ce qui concerne les droits des membres du personnel enseignant et du personnel scientifique à des allocations pour les interrogations et l'examen des mémoires et dissertations, le projet devrait être complété par une disposition définissant les bases de ce nouveau régime. Une telle disposition est d'autant plus nécessaire qu'aux termes de l'article 33 du projet, l'abrogation des articles 48 et 49 de la loi du 28 avril 1953 produira des effets rétroactifs au 1er janvier 1972. Il s'agit d'une date différente de celles à partir desquelles les diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires produisent respectivement leurs effets (article 54 de cette dernière loi).

Article 32.

1°. Il semble qu'il y ait lieu, non seulement d'abroger l'article 4 de la loi du 22 avril 1965, relatif aux traitements du Conseil d'Etat, mais aussi les articles 3 et 5 relatifs aux traitements des ministres des cultes

.../...

et des professeurs de l'enseignement supérieur.

2°. La même remarque vaut pour l'article 1er, 1°, 3°, 5° et 6°, de la loi du 9 juin 1969, pour l'article 2 sauf en ce qu'il vise l'application de l'article 1er, 2° (Cour des comptes) et pour les articles 3 et 4.

3°. Toute la loi du 13 ~~août~~ avril 1971 paraît pouvoir être abrogée, sauf l'article 3, 1 (Cour des comptes).

4°. L'article 48 de la loi du 28 avril 1953 a été modifié par les lois des 6 juillet 1964 et 22 avril 1965, l'article 49 par la loi du 6 juillet 1964.

5°. La loi du 31 juillet 1963 fixant les traitements des ministres des cultes catholique, protestant-évangélique, anglican et israélite n'a pas été modifiée expressément ; le texte proposé ci-après permet de régler le problème posé par la référence aux lois du 9 juin 1969 et du 13 avril 1971.

L'article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 32.-

§ 1er; Les articles 3, 4 et 5 de la loi du 22 avril 1965 majorant les traitements, suppléments de traitement, allocations et indemnités de certains membres du personnel rétribué par l'Etat sont abrogés.

.../...

§ 2. - 1°) L'article ler, 1°, 3°, 4° et 5°, de la loi du 9 juin 1969 relative aux traitements de certains titulaires de fonctions publiques et des ministres des cultes est abrogé;

2°) dans l'article 2 de la même loi, les mots "l'article ler, 1°, 2°, 4° et 5°" sont remplacés par les mots "l'article ler, 2°";

3°) les articles 3 et 4 sont abrogés.

§ 3. La loi du 13 avril 1971 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes est abrogée, à l'exception de l'article 3, 1.

§ 4. L'article 48 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par les lois des 6 juillet 1964 et 9 avril 1965, et l'article 49 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, sont abrogés (Voir cependant l'observation formulée plus haut à propos de l'article 32, 4°).

§ 5. La loi du 31 juillet 1963 fixant les traitements des ministres des cultes catholique, protestant-évangélique, anglican et israélite est abrogée".

.../...

OBSERVATIONS FINALES.

Le projet appelle, en outre, quelques observations relatives à la présentation matérielle qui ne nécessitent aucun commentaire.

1) Au liminaire des articles 2 à 14, l'expression "dudit Code" devrait être remplacée par l'expression "du même Code".

2) Les liminaires des articles 20 à 26 devraient être remplacés par les liminaires suivants :

"Article 20.- L'article 36, alinéa 1er, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Les chargés de cours ....".

Article 21.- L'article 37 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37. Les chargés de cours ....".

Article 22.- L'article 38, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Les professeurs ....".

.../...

Article 23.- L'article 39 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39. Les professeurs .....".

Article 24.- L'article 39bis de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39bis. Les professeurs .....".

Article 25.- L'article 39ter de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39ter. Les professeurs .....".

Article 26.- L'article 46 de la même loi, modifié par la loi du 24 mars 1971, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 46. Les allocations annuelles .....
.....

L'article 44 est applicable ....".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A.

Het ontwerp wil door een geheel van nieuwe voorzieningen de bepalingen vervangen die betrekking hebben op de wedden van verscheidene categorieën van titularissen van openbare ambten : 1° de magistraten van de rechterlijke orde, de griffiers van hoven en rechtbanken en de secretarissen van de parketten (hoofdstuk I); 2° de ambtsdragers bij de Raad van State (hoofdstuk II); 3° het onderwijzend personeel van het universitair onderwijs van de Staat (hoofdstuk III). Het is zo dat de Grondwet (artikel 102) of de wet de bevoegdheid om die wedden te bepalen, voor de wetgever reserveert.

Het ontwerp heeft ook tot doel, in hoofdstuk IV, de wet van 31 juli 1963 tot vaststelling van de wedden van de bedienaars van de katholieke, protestants-evangelische, anglikaanse en israëlitische erediensten in haar geheel te vervangen.

Binnen de zeer korte termijn waarover de Raad van State heeft beschikt, kon hij aan de artikelen van het ontwerp geen omstandig onderzoek wijden.

De memorie van toelichting is in zeer laconieke bewoordingen gesteld. Het is wenselijk dat de Regering ze aanvult en meer uitleg verschaft over de inhoud van de voornaamste in het ontwerp bepaalde maatregelen en omtrent de redenen waarom zij aan de wetgever voorstelt deze goed te keuren. De Raad van State heeft in zijn advies gepoogd de strekking van verscheidene bijzonder belangrijke bepalingen beter te doen uitkomen.

.../...

B.

Het ontwerp heeft in hoofdzaak tot doel de wedden waarop het betrekking heeft te "revaloriseren" met uitwerking op 1 april 1972. Zoals de memorie van toelichting zegt, is die maatregel gekoppeld aan de algemene herwaardering van de wedden bepaald in "de collectieve overeenkomst betreffende de sociale programmatie bij het openbaar ambt voor de jaren 1972-1973".

De genoemde collectieve overeenkomst is niet officieel bekendgemaakt. De memorie van toelichting wijdt daaraan zelfs geen beknopte analyse. Zij stelt gewoon : "Voor de rijksbesturen moest deze herwaardering worden doorgevoerd binnen de grenzen : 120.000 en 900.000, die onderscheidenlijk gelijk zijn aan het minimum van de laagste wedde die op de leeftijd van 18 jaar wordt toegekend en het maximum van de hoogste wedde, die van de secretaris-generaal van een ministerie". Het ware nuttig indien de Regering aanvullende inlichtingen kon verstrekken over deze overeenkomst in haar geheel. Om verwarring te voorkomen dient erop te worden gewezen dat de collectieve overeenkomst bovendien bepaalt dat de maandelijkse nettobezoldiging van de ambtenaar die de leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, nooit lager is dan 10.000 frank voor volledige prestaties : voor die ambtenaar is de som van 120.000 frank dus een jaarlijkse nettobezoldiging terwijl, voor de secretaris-generaal van een ministerie die

.../...

het maximum van de anciënniteitsverhogingen heeft verkregen, de som van 900.000 frank een brutowedde is, waarop afhoudingen voor pensioen, ziekte- en invaliditeitsverzekering en belastingen moeten worden verricht (1).

Volgens de memorie van toelichting heeft het ontwerp "voor de hoogste, bij de wet vastgestelde bezoldigingen, revalorisatiecoëfficiënten vastgesteld die nagenoeg gelijk zijn aan die welke aan de opperambtenaren werden toegekend. De bestaande equivalenties werden op enkele zeer kleine aanpassingen na, niet herzien".

Op te merken valt dat de wedden van de ambtenaren in overheidsdienst en, inzonderheid de wedden van de opperambtenaren van de ministeries, nog niet door de daartoe vereiste verordeningsbepalingen zijn vastgesteld.

Wat de wedden betreft waarop het ontwerp betrekking heeft, het komt de Raad van State niet toe opmerkingen te maken over de bedragen welke het bedoelt vast te stellen. Aangezien het echter tot zijn taak behoort de wetgever voor te lichten omtrent de juiste strekking van de hem voorgelegde

.../...

(1) Deze drie afhoudingen bedragen voor een ambtenaar zonder gezinslast onderscheidenlijk 58.500, 5.892 en 257.118 frank, in totaal 321.510 frank. De nettowedde is dus gelijk aan het verschil tussen 900.000 frank en 321.510 frank, of 578.490 frank. De verhouding tussen 120.000 frank en 578.490 frank is 4,82. Die verhouding zou lager zijn indien rekening werd gehouden enerzijds met het eenvormig vastgesteld vakantiegeld en anderzijds met de gemeentelijke opcentiemen.

ontwerpen, behoort de Raad van State op te merken dat in de meeste gevallen de revalorisatiecoëfficiënten weliswaar schommelen tussen 13 en 15 t.h., maar dat op de aan sommige ambten verbonden wedden of toelagen heel andere coëfficiënten zijn toegepast, met als gevolg wijzigingen in de bestaande verhoudingen, wat het bezoldigingspeil betreft, tussen laatstbedoelde ambten en de andere ambten. De memorie van toelichting geeft hieromtrent geen enkele uitleg.

C.

In verband met de koppeling van de wedden aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen rijzen bij het ontwerp drie problemen.

I. De artikelen 4 en 19 van het ontwerp vervangen door nieuwe bepalingen artikel 362 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 4 van de wet van 5 april 1955 die aan de schommelingen van het indexcijfer koppelen onderscheidenlijk de wedden, weddebijslagen en anciënniteitsverhogingen van de magistraten van de rechterlijke orde en de wedden, vergoedingen en anciënniteitsverhogingen van de ambtsdragers bij de Raad van State.

Het ontwerp brengt geen verandering in artikel 44 van de wet van 28 april 1953 dat betrekking heeft op het onderwijzend personeel van de Rijksuniversiteiten, en het voert door de genoemde artikelen 4 en 19 nieuwe bepalingen in die van het genoemde artikel 44 uitgaan.

De nieuwe bepalingen koppelen de wedden, weddebijslagen, anciënniteitsverhogingen en vergoedingen "aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de bezoldiging van het Rijkspersoneel in actieve dienst". Volgens de memorie van

.../...

toelichting "bleek het nuttig de teksten betreffende de koppeling van de wedden aan het indexcijfer niet meer te hernemen maar in deze te verwijzen naar de regeling ten gunste van de personeelsleden van de Rijksbesturen, dit ten einde voor de toekomst, te vermijden deze artikels te moeten wijzigen bij iedere verandering aan het stelsel van het indexcijfer". Het is juist dat bepalingen in zo algemene bewoordingen kunnen worden gesteld dat het onnodig is daarin u tdrukkelijk te verwijzen naar de wet tot regeling van de koppeling van de wedden aan het indexcijfer.

Artikel 1, 1, van de wet van 2 augustus 1971 bepaalt dat de bepalingen van die wet van toepassing zijn : "1.op de wedden ... in de mate dat deze uitgaven, krachtens een wettelijke of reglementaire beschikking, gekoppeld zijn aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk of van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen". Het is dus onnodig in de nieuwe bepalingen die worden ingevoerd door de artikelen 4 en 19 van het ontwerp, te werken met onrechtstreekse verwijzing en melding te maken van "de mobiliteitsregeling toepasselijk op de bezoldiging van het Rijkspersoneel in actieve dienst". Het ware logischer en eenvoudiger in het nieuwe artikel 362 van het Gerechtelijk Wetboek te werken met de volgende formule :

"Artikel 362. De wedden, weddebijslagen en anciënniteitsverhogingen van de magistraten worden gekoppeld aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen". Dezelfde formule zou ook moeten worden gebruikt voor het nieuwe artikel 4 van de reeds genoemde wet van 5 april 1955 (artikel 19 van het ontwerp).

Het ontwerp zou moeten worden aangevuld met een bepaling die dezelfde formule opneemt in artikel 44 van de hogervermelde wet van 28 april 1953.

.../...

Ten slotte zou het ontwerp moeten worden aangevuld met een bepaling die de wedden van de bedienaars van de ereddiensten aan het indexcijfer koppelt. Een zodanige bepaling staat in artikel 7 van de wet van 31 juli 1963 tot vaststelling van de wedden van de bedienaars van de katholieke, protestants-evangelische, anglikaanse en israëlitische erediensten, maar artikel 32, 5°, van het ontwerp heft die wet van 31 juli 1963 in haar geheel op.

II. Artikel 3, § 1, van de wet van 2 augustus 1971 koppelt aan de daarin opgegeven spilindex de wedde-uitgaven "zoals zij op 1 januari 1971 werden vastgesteld op grond van de reglementering die er op die datum op toepasselijk was". Ingeval de wedden worden gewijzigd, is er luidens artikel 5 van de wet een in Ministerraad overlegd besluit nodig om die wedden "zoals zij op een bepaalde datum vastgesteld zijn, te koppelen aan de spilindex die er op dezelfde datum op toepasselijk is".

Op de dag waarop de ontwerp-wet in werking zal treden, zullen de nieuwe door deze wet vastgestelde wedden dus slechts aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen gekoppeld zijn volgens de regeling van de wet van 2 augustus 1971, als daartoe een koninklijk besluit zal zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van die wet.

Naar de gemachtigde ambtenaren aan de Raad van State hebben verklaard, zal in het koninklijk besluit dat de nieuwe bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries zal vaststellen, een bepaling voorkomen die het mogelijk zal maken ook voor alle in het ontwerp bedoelde titularissen van een openbaar ambt, de wedden te bepalen waarop de coëfficiënten voor aanpassing aan het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen zullen moeten worden toegepast.

.../...

In plaats van een koninklijk besluit te laten instaan voor het bepalen van de regelen inzake aanpassing aan het indexcijfer van de wedden welke het vaststelt, zou de wetgever die aangelegenheid zelf moeten regelen. Het ontwerp zou met dat doel moeten worden aangevuld.

III. Het blijkt nodig te zijn wijzigingen aan te brengen in de wet van 2 augustus 1971 die het stelsel voor koppeling van de wedden aan het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen regelt.

In de loop van de jongste jaren heeft men drie schalen van indexcijfers gekend : 1) het indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, gebaseerd op het prijzengemiddelde van het jaar 1953; 2) het indexcijfer der consumptieprijzen, gebaseerd op het prijzengemiddelde van 1966; 3) het indexcijfer der consumptieprijzen, gebaseerd op het prijzengemiddelde van 1971.

De wet van 2 augustus 1971 (artikel 3, § 1) koppelt de op 1 januari 1971 vastgestelde wedden aan spilindex 114,20 van het indexcijfer van 1966.

Het Ministerie van Economische Zaken heeft echter voor het laatst voor de maand februari 1972 in het Belgisch Staatsblad een maandelijks indexcijfer bekendgemaakt dat was vastgesteld volgens het indexcijfer van 1966. Alleen een bericht van het Ministerie van Economische Zaken (Belgisch Staatsblad van 31 maart 1972, blz. 3869) geeft aanwijzingen voor het omrekenen van een indexcijfer naar een ander; uitgaande van dat bericht moet op de volgens het indexcijfer van 1966 vastgestelde spilindex "het omschakelingscoëfficiënt 0,8411" worden toegepast om dezelfde spilindex te bekomen in de indexschaal van 1971.

.../...

Het is abnormaal teksten te handhaven die verwijzen naar het indexcijfer van 1966 dat niet meer wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, en de omrekeningscoëfficiënt van het indexcijfer van 1966 naar het nieuwe indexcijfer van 1971 niet door een wetsbepaling te bekrachtigen.

Ten einde rekening te houden met deze opmerking en met de opmerking die onder II is gemaakt, zou het ontwerp moeten worden aangevuld met bepalingen die de wet van 2 augustus 1971 aanpassen aan de invoering van het indexcijfer van 1971. Die bepalingen zouden hierin bestaan dat in de artikelen 2, 4 en 5 van de genoemde wet de spilindex 114,20 van het indexcijfer van 1966 wordt vervangen met de daarmee overeenkomende spilindex in het indexcijfer van 1971 (2). Zij zouden er ook in bestaan artikel 3, § 1, van die wet te vervangen door een nieuwe bepaling die als volgt kan worden gelezen :

"Artikel 3, § 1.-

Aan spilindex ... (2) van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen dat tot grondslag heeft het prijzengemiddelde van 1971, worden gekoppeld de uitgaven, uitkeringen en bezoldigingsgrenzen bedoeld in artikel 1, zoals zij op 1 april 1972 werden vastgesteld op grond van de wetgeving of de reglementering welke op die dag uitwerking hadden".

.../...

---

(2) Voor het bepalen van die spilindex moet worden uitgegaan van de in de wet bepaalde spilindex van rang 3, namelijk 121,18997 waarop coëfficiënt 0,8411 wordt toegepast : men bekomt dan het cijfer 101,93.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

HOOFDSTUK I. BEZOLDIGING VAN DE MAGISTRATEN VAN DE RECHTERLIJKE ORDE, VAN DE GRIFFIERS EN VAN DE SECRETARISSEN VAN DE PARKETTEN.

Artikel 3 van het ontwerp.

(wijziging van artikel 360 van het Gerechtelijk Wetboek).

Artikel 3 van het ontwerp vervangt artikel 360, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek door een nieuwe bepaling luidend als volgt : "Onder "werkelijke ambtsuitoefening" wordt verstaan het uitoefenen van een ambt als werkend magistraat vanaf de leeftijd van 30 jaar of van een ambt waarvoor aan de magistraat-plaatsvervanger een wedde of een vergoeding kan worden toegekend". Voor het berekenen van de anciënniteitsverhogingen neemt het ontwerp dus alleen in aanmerking de ambten vanaf de leeftijd van 30 jaar uitgeoefend als werkend magistraat. Volgens de memorie van toelichting streeft men zodoende "naar gelijkheid onder de leden van de zittende en de staande magistratuur". Men zal de strekking van die bedenking begrijpen als men zich herinnert dat men voor een benoeming tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg, in de arbeidsrechtbank of in de rechtbank van koophandel, dertig jaar oud moet zijn, terwijl men vanaf de leeftijd van 25 jaar kan worden benoemd tot substituutprocureur des Konings of tot substituut van de arbeidsauditeur (Gerechtelijk Wetboek, artikelen 191 en 194). Met de nieuwe regel wil men dus voorkomen dat de wedde van de rechters, met inbegrip van de anciënniteitsverhogingen, lager zou zijn dan die van substituten die vóór de leeftijd van 30 jaar zijn benoemd.

.../...

Anderzijds mag men, ter wille van een zuivere terminologie, het begrip "werkelijke ambtsuitoefening" niet gaan aantasten door de bedoelde beperking in dat begrip zelf in te bouwen. Het verdient derhalve aanbeveling artikel 360, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek als volgt te redigeren : "Onder "werkelijke ambtsuitoefening" wordt verstaan het uitoefenen van een ambt als werkend magistraat of van een ambt waarvoor aan de magistraat-plaatsvervanger een wedde of een vergoeding kan worden toegekend. Nochtans komen alleen in aanmerking de ambten die een werkend magistraat in die hoedanigheid heeft uitgeoefend sedert hij de leeftijd van 30 jaar heeft bereikt".

Artikel 5 van het ontwerp.

(wijziging van artikel 365, § 2, van hetzelfde Wetboek).

Artikel 365, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt de regelen volgens welke voor het berekenen van de anciënniteitsverhogingen van de magistraten bepaalde werkzaamheden in aanmerking komen die zij hebben uitgeoefend vóór hun benoeming tot magistraat in een gerecht van de rechterlijke orde. Dat artikel 365, § 2, is in belangrijke mate gewijzigd door de wet van 7 maart 1973 (Belgisch Staatsblad van 28 maart 1973); artikel 5 van het ontwerp vervangt het in zijn geheel.

I. Het ontwerp innoveert doordat het twee beperkingen stelt : voortaan komen alleen in aanmerking de werkzaamheden uitgeoefend vanaf de leeftijd van 30 jaar; bovendien worden de in aanmerking genomen werkzaamheden slechts geteld voor ten hoogste negen jaar. Het ontwerp innoveert ook doordat

.../...

het "de tijd van inschrijving bij de balie" en de "uitoefening van het ambt van notaris door een doctor in de rechten" aan dezelfde regelen onderwerpt als de uitoefening van een openbaar ambt.

Artikel 17 van het ontwerp voert dezelfde regeling in voor het berekenen van de anciënniteitsverhogingen van de ambtsdrager bij de Raad van State door vervanging van artikel 5, § 3, van de wet van 5 april 1955, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1971.

Volgens de memorie van toelichting tracht men met deze nieuwe regelen die sterk afwijken van de thans geldende "de kandidaatstelling van oudere personen te weren".

Het is zaak van de wetgever te oordelen of de nieuw ontworpen regelen opportuun zijn. De Raad van State meent zijn aandacht te moeten vestigen op het feit dat die regelen, voor sommige gevallen weinig in overeenstemming lijken te zijn met de bepalingen die de benoemingsvoorwaarden vaststellen.

Zo moet bijvoorbeeld om tot raadsheer in het Hof van cassatie of tot advocaat-generaal bij dat Hof te worden benoemd, de kandidaat "in België ten minste tien jaar werkzaam zijn geweest aan de balie, een gerechtelijk ambt hebben vervuld, of een ambt hebben uitgeoefend bij de Raad van State of de rechtswetenschap hebben onderwezen aan een universiteit" (Gerechtelijk Wetboek, artikelen 254 en 258). Om tot raadsheer in het Hof van beroep of het Arbeidshof of om tot advocaat-generaal bij het Hof van beroep, advocaat-generaal bij het Arbeidshof, substituut-procureur-generaal bij het Hof van beroep of substituut-generaal bij het Arbeidshof te worden benoemd, moet de kandidaat "in België ten minste vijf jaar werkzaam zijn geweest aan de balie, een gerechtelijk ambt hebben vervuld, een ambt hebben uitgeoefend bij de Raad van State of

.../...

de rechtswetenschap hebben onderwezen aan een universiteit" (Gerechtelijk Wetboek, artikelen 207 en 209). Niemand kan tot "lid van de Raad van State" benoemd worden tenzij hij "gedurende ten minste tien jaar bij de balie is ingeschreven geweest, bedieningen van algemeen bestuur of rechterlijke ambten heeft bekleed of het recht in een Belgische universiteit heeft gedoceerd" (wet van 23 december 1946, artikel 30; gecoördineerde wetten, artikel 70).

Terwijl de regelen betreffende de benoemingsvoorwaarden toestaan dat de betrokkenen van een instelling naar een andere overgaan, waarbij de werkzaamheden uitgeoefend in een bepaalde instelling worden gelijkgesteld met de werkzaamheden uitgeoefend in sommige andere in de wet genoemde instellingen, gaan de voor het berekenen van de anciënniteitsverhogingen ontworpen regelen die overgang van een instelling naar een andere in ongunstige zin beïnvloeden. Zij zullen het onder meer moeilijk maken dat een magistraat van de rechterlijke orde of een ambtenaar tot staatsraad, en omgekeerd dat een ambtsdrager bij de Raad van State in een rechterlijk ambt wordt benoemd.

II. Om juist te zijn zou het begin van artikel 365, § 2, als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. Voor de berekening van de anciënniteit komen in aanmerking tot een beloop van ten hoogste negen jaar, de volgende werkzaamheden, voor zover zij zijn uitgeoefend na de leeftijd van 30 jaar ...".

III. Het artikel vervangt in zijn geheel artikel 365, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 maart 1973. Het herhaalt nochtans niet sommige regelen die niettemin lijken te moeten worden gehandhaafd, inzonderheid die van de alinea's 2, 3 en 4 van dat artikel 365, § 2.

.../...

IV. Zoals artikel 365, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd door artikel 5 van het ontwerp, verwijst het onder d) naar het koninklijk besluit dat de bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries zal vaststellen, door te bepalen dat in aanmerking zullen komen de diensten die volgens die bezoldigingsregeling in aanmerking kunnen worden genomen voor de berekening van de anciënniteit van de ambtenaren van niveau 1. Artikel 102 van de Grondwet zou op een meer volledige wijze zijn nageleefd indien de wetgever zelf alle diensten zou bepalen die in aanmerking moeten komen voor het berekenen van de anciënniteitsverhogingen van de leden van de rechterlijke orde. Dat heeft de wetgever gedaan in de oorspronkelijke tekst van het Gerechtelijk Wetboek en in de wet van 7 maart 1973.

V. Deze bepaling bevat een tegenstrijdigheid : er is gemis van overeenstemming tussen de tekst onder b) en die onder d). Volgens de tekst onder b) komt alleen in aanmerking "de tijd besteed aan onderwijs van het recht aan een Belgische universiteit"; door de verwijzing in de tekst onder d) zullen daarentegen in aanmerking komen alle werkelijke diensten welke de betrokkene heeft verricht in een onderwijsinrichting van de Staat - ongeacht het niveau van de inrichting en ongeacht het onderwezen vak - of in een gesubsidieerde vrije onderwijsinrichting als titularis van een uit een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties. Dit volgt uit het bepaalde in artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 november 1969. Volgens de inlichtingen door de gemachtigde ambtenaren verstrekt, zullen die bepalingen in de nieuw ontworpen bezoldigingsregeling worden overgenomen. De tegenstrijdigheid waarop hier is gewezen, zou moeten worden weggewerkt.

.../...

Opdat met al deze opmerkingen rekening kan worden gehouden, zou artikel 5 van het ontwerp opnieuw moeten worden onderzocht.

Artikel 9.

(wijziging van artikel 371, § 2, van hetzelfde Wetboek).

I. Wat de griffiers betreft en in verband met de vóór hun benoeming verrichte werkzaamheden die in aanmerking komen voor het berekenen van hun anciënniteitsverhoging, geldt de regel van de tweevoudige beperking - die erin bestaat uitsluitend de werkzaamheden uitgeoefend na de leeftijd van 30 jaar in aanmerking te nemen en dit alleen voor ten hoogste 9 jaar - alleen voor de in het eerste lid, a, genoemde werkzaamheden : de tijd van inschrijving bij de balie, evenals van uitoefening van het ambt van notaris door een doctor in de rechten en de tijd besteed aan onderwijs van het recht aan een Belgische universiteit; de regel van die tweevoudige beperking geldt daarentegen niet voor de werkzaamheden vermeld onder b) en c) van hetzelfde lid : ambtsvervulling bij de Raad van State en bij de genoemde openbare diensten.

II. Om juist te zijn zou artikel 371, § 2, a, als volgt moeten beginnen :

"§ 2. Voor de berekening van de anciënniteit komen in aanmerking:a) tot een beloop van ten hoogste negen jaar, de volgende werkzaamheden voor zover zij zijn uitgeoefend na de leeftijd van 30 jaar ...".

De ontwerp-tekst voor artikel 371, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek telt vijf alinea's, waarvan de eerste en de vijfde in letters zijn onderverdeeld. Doordat in eenzelfde paragraaf met twee reeksen van leeters wordt gewerkt, wordt de tekst minder bevattelijk en wordt het moeilijk ernaar te verwijzen.

.../...

Voorgesteld wordt de alinea's 2 tot 5 samen te brengen in een § 3.

III. Er bestaat een discrepantie tussen letter a, tweede deel, en letter d (zie opmerking V bij artikel 5 van het ontwerp).

IV. De alinea's 3 tot 5 geven definities onderscheidenlijk van de termen "rijksdienst", "dienst van Afrika" en "andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika" (3).

Mochten die definities in artikel 365, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek behouden blijven, dan zou door een verwijzing naar die bepaling, herhaling van de bedoelde teksten kunnen worden vermeden.

Artikel 13 van het ontwerp.

(vervangt artikel 375, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek).

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als gemaakt is bij artikel 9, onder IV.

.../...

---

(3) Deze definities zijn overgenomen uit artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij het besluit van 26 november 1969, alsook uit de artikelen 365, § 2, 371, § 2, en 375, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 maart 1973.

Artikel 15.

Het doel van de bepaling zou duidelijker uitkomen indien zij als volgt was geredigeerd :

"Artikel 15.-

In afwijking van artikel 377, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek wordt de anciënniteit van de magistraat, de griffier en de secretaris van het parket, in dienst op de dag van de bekendmaking van deze wet, voort berkend op de wijze welke op die dag gold.

Deze wet is echter op hen van toepassing indien de wijze van berkening welke zij instelt, voor hen gunstiger is".

HOOFDSTUK II. - BEZOLDIGING VAN DE AMBTSDRAGERS BIJ DE RAAD VAN STATE.

Artikel 16.

(wijziging van artikel 1 van de wet van 5 april 1955).

De memorie van toelichting verstrekt geen uitleg over het feit dat voor de auditeurs en de referendarissen twee verschillende wedden zijn opgegeven.

Wat de vorm betreft, zou bovendien moeten worden gelezen :

- in § 1 : "... auditeur en referendaris : in dienst op 31 maart 1972, in dienst getreden na 31 maart 1972";
- in § 3 : "... de geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen voor adjunct-auditeur, adjunct-referendaris en afdelingsgriffier, afgesloten op 21 maart 1972...".

.../...

Artikel 17.

I. Bij dit artikel zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij artikel 9.

II. Op te merken valt dat voor de griffiers van de Raad van State "de tijd besteed aan onderwijs van het recht aan en Belgische universiteit" zonder tijdsbeperking in aanmerking wordt genomen, terwijl voor de leden van de Raad van State, van het auditoraat en van het coördinatiebureau, alsook voor de griffiers van de rechterlijke orde, het onderwijs van het recht slechts in aanmerking wordt genomen als het beoefend is na de leeftijd van 30 jaar, en tot een beloop van ten hoogste negen jaar.

III. Gelet op de terminologie van de wet van 3 juni 1971, spreekt het vanzelf dat de term "griffier" die gebruikt is in § 3 van het nieuwe artikel 3 van de wet van 5 april 1955 alleen slaat op de "griffiers" voor wie de wijze van benoeming geregeld is in artikel 32, § 1, van de wet van 23 december 1946, gewijzigd bij de reeds genoemde wet van 3 juni 1971 (artikel 72, § 1, van de gecoördineerde wetten). Bijgevolg zijn de regelen die toepassing vinden voor het berekenen van de anciënniteitsverhogingen van de hoofdgriffier en van de afdelingsgriffier die welke in § 3, eerste lid, zijn gesteld voor alle ambtsdragers bij de Raad van State, met uitzondering van de "griffiers".

IV. Om juist te zijn, zou vooraan in het eerste lid en in het tweede lid moeten worden gewerkt met de volgende formule : "tot een beloop van ten hoogste negen jaar, de volgende werkzaamheden voor zover zij zijn uitgeoefend na de leeftijd van 30 jaar:...".

.../...

V. Artikel 17, B, van het ontwerp vervangt in zijn geheel artikel 3, § 3, van de wet van 5 april 1955, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1971. Het herhaalt echter niet de regel van artikel 3, § 3, tweede lid, van de wet van 5 april 1955, welke nochtans lijkt te moeten worden gehandhaafd.

VI. Artikel 5, § 3, van de wet van 5 april 1955, zoals het wordt gewijzigd door artikel 17 van het ontwerp, verwijst voor het in aanmerking nemen van bepaalde diensten naar het koninklijk besluit dat de bezoldigingsregeling voor het personeel der ministeries zal vaststellen. De wetgever heeft de bevoegdheid tot het vaststellen van de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State voor zichzelf gereserveerd; het is dan ook logisch dat hij zelf alle diensten bepaalt die in aanmerking moeten worden genomen voor het berekenen van de anciënniteitsverhogingen. Dat heeft hij gedaan door de wet van 5 april 1955 en door de wijzigingswetten van 9 juli 1969 en 3 juni 1971.

VII. In § 3, nieuw eerste lid, van artikel 2 van de wet van 5 april 1955 is er gemis van overeenstemming tussen de teksten onder b) en d); in het tweede lid van dezelfde bepaling is er eveneens gemis van overeenstemming tussen de teksten onder b) en d) (zie opmerking V gemaakt bij artikel 5).

Artikel 18.

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 15.

.../...

HOOFDSTUK IV. - BEZOLDIGING VAN DE BEDIENAARS VAN DE KATHOLIEKE, PROTESTANTS-EVANGELISCHE, ANGLIKAANSE EN ISRAELITISCHE EREDIENSTEN.

Zoals reeds gezegd is, zou dit hoofdstuk moeten worden aangevuld met een bepaling als die van artikel 7 van de wet van 31 juli 1963 waardoor de wedden en vergoedingen aan de schommelingen van het indexcijfer gekoppeld zouden blijven.

HOOFDSTUK V. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 32, 4°.

Artikel 32, 4°, van het ontwerp heft de artikelen 48 en 49 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat op. Die artikelen zijn gewijzigd door de wetten van 6 juli 1964 en 9 april 1965.

Artikel 48, eerste lid, bepaalt : "De leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel die persoonlijk hebben deelgenomen aan de examens ingericht in de loop van het academiejaar, ontvangen een toelage, waarvan het bedrag vastgesteld wordt naar rato van het aantal studenten die voor de cursussen zijn ingeschreven". Het tweede lid vervolgt : "Te dien einde wordt ieder jaar een som op de begroting uitgetrokken, berekend op basis van 1.000 frank per student, ingeschreven

.../...

in de loop van het academiejaar dat het begrotingsjaar voorafgaat. Deze som wordt aan het eigen vermogen van de universiteit of van het universitair centrum gestort en verdeeld volgens door de beheerscommissie van het patrimonium bepaalde regels". Ten slotte bepaalt het derde lid het totaal bedrag der toelagen per ondervrager voor een volledig academiejaar op 60.000 frank maximum. Artikel 49 verleent toelagen, waarvan het ook het bedrag bepaalt, aan de leden van de examencommissie die werkelijk zijn belast met de keuring van proefschriften of van verhandelingen.

De memorie van toelichting verschaft geen uitleg over de redenen van de opheffing van die artikelen. Volgens door de gemachtigde ambtenaren verstrekte inlichtingen betreft het hier een maatregel waartoe besloten is ingevolge de vaststelling van nieuwe regelen inzake financiering en controle van de universitaire instellingen door de wet van 27 juli 1971.

Mocht het alleen in de bedoeling van de Regering liggen de afschaffing voor te stellen van de toelage die aan de universiteit of aan het universitair centrum wordt verleend, dan zou het voldoende zijn artikel 48, tweede lid, van de wet van 28 april 1953 te wijzigen.

Wil de Regering echter verder gaan en een nieuwe regeling invoeren inzake de rechten van de leden van het onderwijzend personeel en van het wetenschappelijk personeel op toelagen voor de ondervragingen en voor de keuring van de proefschriften en verhandelingen, dan zou het ontwerp moeten worden aangevuld met een bepaling die

.../...

de grondslagen van die nieuwe regeling vaststelt. Een zodanige bepaling is des te meer nodig daar, luidens artikel 33 van het ontwerp, de opheffing van de artikelen 48 en 49 van de wet van 28 april 1953 zal terugwerken tot 1 januari 1972. Dit is een andere datum dan die waarop de verschillende bepalingen van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen onderscheidenlijk uitwerking hebben (artikel 54 van laatstgenoemde wet).

Artikel 32.

1°. Niet alleen artikel 4 van de wet van 22 april 1965, dat betrekking heeft op de wedden van de Raad van State, maar ook de artikelen 3 en 5, die handelen over de wedden van de bedienaars van de erediensten en van de hoogleraren, blijken te moeten worden opgeheven.

2°. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 1, 1°, 3°, 5° en 6° van de wet van 9 juni 1969, voor artikel 2 behalve in zover het doelt op de toepassing van artikel 1, 2° (Rekenhof) en voor de artikelen 3 en 4.

3°. De gehele wet van 13 ~~augustus~~ april 1971 lijkt te kunnen worden opgeheven, op artikel 3, 1 (Rekenhof) na.

4°. Artikel 48 van de wet van 28 april 1953 is gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964 en 22 april 1965, artikel 49 bij de wet van 6 juli 1964.

.../...

5°. De wet van 31 juli 1963 tot vaststelling van de wedden van de bedienaars van de katholieke, protestants-evangelische, anglikaanse en israëlitische erediensten is niet uitdrukkelijk gewijzigd; aan de hand van de hierna voorgestelde tekst kan het probleem worden geregeld dat gerezen is door de verwijzing naar de wetten van 9 juni 1969 en 13 april 1971.

Het artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 32.-

§ 1. De artikelen 3, 4 en 5 van de wet van 22 april 1965 tot verhoging van de wedden, weddesupplementen, toelagen en vergoedingen van sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel worden opgeheven.

§ 2. - 1°) Artikel 1, 1°, 3°, 4° en 5°, van de wet van 9 juni 1969 betreffende de wedden van sommige titularissen van openbare ambten en van de erediensten wordt opgeheven;

2°) in artikel 2 van dezelfde wet worden de woorden "artikel 1, 1°, 2°, 4° en 5°" vervangen door de woorden "artikel 1, 2°";

3°) de artikelen 3 en 4 worden opgeheven.

.../...

§ 3. De wet van 13 april 1971 betreffende de wedden van sommige titularissen van openbare ambten en van de bedienaars van erediensten wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 3, 1.

§ 4. Artikel 48 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1964 en 9 april 1965, en artikel 49 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, worden opgeheven (Zie evenwel de hiervoren gemaakte opmerking bij artikel 32, 4°).

§ 5. De wet van 31 juli 1963 tot vaststelling van de wedden van de bedienaars van de katholieke, protestants-evangelische, anglikaanse en israëlitische erediensten wordt opgeheven".

SLOTOPMERKINGEN.

Over de materiële inkleding van het ontwerp zijn nog enkele opmerkingen te maken die evenwel geen commentaar behoeven.

1) In de inleidende volzin van de artikelen 2 tot 14 vervange men in de Franse tekst de woorden "dudit Code" door de woorden "du même Code".

.../...

2) De inleidende volzinnen van de artikelen 20 tot 26 zouden als volgt moeten worden vervangen :

"Artikel 20.- Artikel 36, eerste lid, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De docenten ...".

Artikel 21.- Artikel 37 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 37. De docenten ...".

Artikel 22.- Artikel 38, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De hoogleraren ...".

Artikel 23.- Artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39. Hoogleraren ...".

Artikel 24.- Artikel 39bis van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39bis. De gewone hoogleraren ...".

.../...

Artikel 25.- Artikel 39ter van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39ter. De buitengewone hoogleraren ...".

Artikel 26.- Artikel 46 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 maart 1971, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 46. De volgende jaarlijkse toelagen .....
.....

Artikel 44 is op die toelagen van toepassing ...".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
De Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
G. ARONSTEIN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS. greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT et par M. G. PIQUET, premiers auditeurs.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT en door de H. G. PIQUET, eerste auditeurs.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.